

L'ingérence étrangère dans les processus démocratiques de l'Union

Le Parlement européen devrait voter, en mars, sur un rapport relatif aux tentatives extérieures d'influer sur les résultats des élections et sur d'autres processus démocratiques dans les pays de l'Union. Le rapport, élaboré par la commission spéciale sur l'ingérence étrangère (INGE), fait la synthèse des principales vulnérabilités de l'Union et recommande des mesures visant à y remédier.

Contexte

L'[élection présidentielle](#) américaine de 2016 a mis en évidence l'existence d'un risque d'ingérence étrangère, même dans une démocratie parvenue à maturité. Il est également prouvé que la Russie a tenté d'influer sur les processus démocratiques en Europe, par exemple l'[élection présidentielle](#) française de 2017, les [élections européennes](#) de 2019 et le [référendum britannique de 2016 sur le Brexit](#). La désinformation est diffusée par des médias de radiodiffusion tels que RT (Russie) et [CGTN](#) (Chine), ainsi que sur les médias sociaux. Des [armées de trolls](#) postent des contenus sous de faux profils, qui sont amplifiés sur des plateformes comme Twitter via des comptes «bot» automatisés. Dans un contexte électoral, la désinformation peut être utilisée pour favoriser des candidats et des résultats perçus comme favorables aux intérêts d'un État étranger. Toutefois, elle sert également l'objectif plus général de déstabiliser les sociétés démocratiques par des contenus provocants sur le terrorisme, le séparatisme, les [migrations](#), la [vaccination contre la COVID-19](#), et d'autres questions clivantes.

Les opérations d'influence étrangère combinent la désinformation et d'autres activités en ligne. Au moins deux tentatives d'attaques contre des [ordinateurs](#) du Bundestag ont été attribuées à des pirates informatiques russes, ainsi qu'une opération de piratage et de divulgation contre la [campagne d'Emmanuel Macron](#) en 2017. De telles actions visent à manipuler l'opinion publique, voler des informations confidentielles et provoquer des perturbations (par exemple, l'attaque massive contre l'[Estonie](#) en 2007).

La Russie, qui joue un rôle clé dans les opérations d'ingérence étrangère, entretient des liens avec plusieurs partis politiques en Europe, en particulier à l'[extrême droite](#). Pour ces partis, Moscou constitue un soutien politique et pratique. Les responsables politiques sont eux aussi exposés à un risque de manipulation. L'ancien chancelier allemand [Gerhard Schröder](#) et son homologue finlandais [Paavo Lipponen](#) travaillent actuellement tous les deux pour Gazprom. Les [instituts Confucius](#) et les [cours de chinois](#) sponsorisés par Pékin dans les universités européennes sont un autre vecteur d'influence étrangère.

Si la Russie et la Chine sont les pays les plus connus à exercer une ingérence étrangère, ils ne sont pas les seuls; on sait que plus de [80 pays](#) propagent de la désinformation par l'intermédiaire des médias sociaux, et des acteurs non étatiques tels que le dit «État islamique» jouent également un rôle important.

Mesures prises par l'Union et les États membres pour lutter contre les ingérences étrangères

Des groupes de travail de l'Union créés en 2015, tels qu'[East StratCom](#), surveillent la désinformation étrangère et sensibilisent l'opinion à ce sujet. En 2018, l'Union a élaboré un [code de bonnes pratiques](#) des plateformes de médias sociaux et des annonceurs. Après avoir fait un bilan de son impact, la Commission travaille à l'élaboration d'une version révisée du code pour remédier à ses principales lacunes. En outre, une fois adoptée, la proposition de [législation sur les services numériques](#) introduira des règles contraignantes dans ce domaine. La formation à l'éducation aux médias et le soutien apporté à un journalisme indépendant de qualité peuvent contribuer au renforcement de la résilience.

EPRS L'ingérence étrangère dans les processus démocratiques de l'Union

Le rapport de la commission INGE

Le rapport met en lumière certaines des principales vulnérabilités de l'Union et demande que davantage de ressources soient consacrées à ce problème. Une stratégie globale de l'Union est nécessaire pour accroître la résilience dans tous les secteurs de la société, en commençant par une meilleure prise de conscience du problème. Il s'agira, à cette fin, de poursuivre les efforts actuels (tels que les groupes de travail du SEAE) mais aussi de prendre une série de nouvelles initiatives, notamment: une stratégie d'éducation aux médias, des mesures visant à combler les lacunes juridiques dans le domaine du financement étranger des partis politiques, une coopération plus étroite avec les pays démocratiques confrontés à des problèmes similaires, ainsi que des sanctions visant les acteurs étrangers responsables d'ingérences.

Rapport d'initiative ([2020/2268\(INI\)](#)); Commission compétente au fond: INGE; Rapporteuse: Sandra Kalniete (PPE, Lettonie).

